

Éditorial.

Géopolitique de l'Arctique

Béatrice Giblin

Avec le réchauffement climatique, et son corollaire la fonte des glaces, l'Arctique apparaît aux yeux de responsables politiques et de journalistes comme un terrain géopolitique majeur où les rivalités de pouvoirs vont s'exercer à l'envi. Rivalités non seulement entre grandes puissances – qu'elles soient directement impliquées comme les États-Unis (Alaska) et la Russie (littoral sibérien) ou pas, comme la Chine –, mais aussi entre les États riverains de l'océan Arctique, Canada, Norvège, Suède, Finlande et Danemark. Comme les trois derniers sont membres de l'UE, cette dernière estime être légitimement un acteur de l'Arctique.

Le caractère géostratégique et économique de cette région se trouve renforcé par la fonte des glaces qui facilite la circulation par le pôle, la voie maritime du Nord, et peut permettre une exploitation des ressources supposées abondantes en métaux rares comme en gisements d'hydrocarbures. La fonte des glaces donne ainsi à croire que l'Arctique sera prochainement le nouvel Eldorado, où s'exacerberont inévitablement les rivalités entre acteurs politiques et économiques.

Au lendemain de sa réélection à la présidence des États-Unis, la déclaration de Donald Trump dans laquelle il affirmait vouloir acheter le Groenland a été vue comme la confirmation de l'enjeu stratégique de l'Arctique et de l'existence de cet Eldorado potentiel, deux raisons qui justifiaient aux yeux du président américain réélu d'en prendre le contrôle surtout avant la Chine, son grand rival. Une autre preuve de son intérêt pour l'Arctique a pu être vue dans son projet de faire du Canada le 51^e État des États-Unis, car les terres du Grand Nord canadien et l'Alaska donneraient alors aux États-Unis une façade le long de l'océan Arctique comparable à celle de la Russie. Cependant, les jours qui ont suivi cette déclaration ont quelque peu fragilisé cette interprétation, non pas que Donald Trump ne soit plus intéressé par le Groenland ni par le Canada, mais ses relations avec Vladimir Poutine semblaient devenues excellentes au

point d'assurer le chef du Kremlin de son soutien total pour instaurer la paix en Ukraine et aux seules conditions de ce dernier : pas d'entrée dans l'Otan pour l'Ukraine, abandon définitif à la Russie des territoires ukrainiens conquis, pas de troupes au sol pour garantir la paix, pas d'entrée de l'Ukraine dans l'UE, arrêt ou au moins suspension de l'aide et du renseignement américains à l'Ukraine avant le cessez-le-feu, le tout avec une détestation commune du chef d'État ukrainien. Trois semaines plus tard l'Ukraine acceptait les conditions d'un cessez-le-feu pour un mois et de signer un contrat avec les États-Unis pour l'exploitation des terres rares ukrainiennes en dédommagement de l'aide apportée, seule possibilité pour rétablir rapidement l'indispensable accès au renseignement et à l'aide militaire américain pour continuer à résister à l'armée russe. À l'heure où est écrit cet éditorial, nul ne sait quelle sera la réponse russe à cette proposition.

Mais on sait que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu indirectement des conséquences sur l'Arctique.

Peu après le début de l'invasion, sept États de l'Arctique (Canada, Danemark/Groenland, Finlande, Islande, Norvège, Suède et États-Unis) ont en effet décidé de « mettre en pause » le Conseil de l'Arctique¹. [...] L'Arctique était en effet considéré jusqu'alors comme une zone de coopération circumpolaire dans des domaines d'intérêt commun tels que le développement durable et la protection de l'environnement, avec la conviction partagée que ces préoccupations communes permettraient de tenir à distance les questions de sécurité et de défense nationales qui sèment la discorde. Dès le départ, le Conseil de l'Arctique a délibérément exclu les affaires militaires et de sécurité².

Or l'invasion de l'Ukraine a eu pour effet de rompre la confiance entre les membres du Conseil de l'Arctique.

Ce contexte géopolitique inquiète fortement les associations, locales ou non, qui défendent l'environnement de l'Arctique et qui militent pour sa protection et sa préservation comme étant un bien commun inaliénable. Rappelons les réactions hostiles en août 2007 suscitées par l'installation d'un drapeau russe en titane, à plus de 4 000 mètres de profondeur sous la banquise, et qui a été vu comme un acte d'appropriation par la Russie.

1. Créé en 1996, il s'agit du principal forum intergouvernemental pour les affaires arctiques, dont la Russie, le plus grand État de l'Arctique, est l'un des principaux participants.

2. Klaus Dodds (2025), « Que veut Trump en Arctique ? Géopolitique des ambitions impériales au Groenland », *Le Grand Continent*, 21 février 2025, <<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/02/21/que-veut-trump-en-arctique-geopolitique-des-ambitions-imperiales-au-groenland/>>.

L'océan Arctique est donc devenu un enjeu géopolitique non seulement entre grandes puissances mais aussi entre les tenants de son développement économique et les tenants de la protection de son environnement.

En outre, tous les projets de développement économique de l'Arctique, qu'il s'agisse de ressources minières ou d'installations portuaires indispensables à leur transport, ignorent généralement la volonté des peuples autochtones ou peuples premiers qui assistent impuissants à la dégradation rapide de leur environnement et donc de leurs conditions de vie.

Les articles de ce numéro abordent ces questions stratégiques, économiques et de gouvernance de la région arctique en prenant toujours en compte les conditions physiques qui restent extrêmement difficiles malgré la fonte des glaces, et qui rendent incertains les futurs profits de son Eldorado.

Je tiens à remercier Frédéric Lasserre qui a conçu et dirigé la réalisation de ce numéro.